

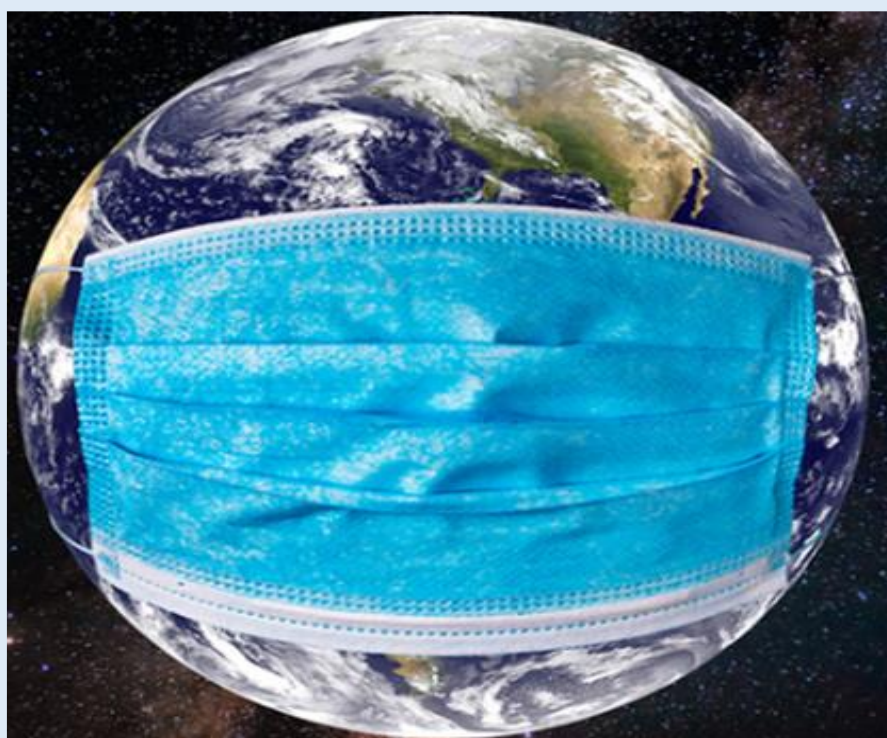


# DevHaïti

## LE MAGAZINE DU DÉVELOPPEMENT

2020 – 2030 : Une Décennie d'Action

N° 003



25 Mars 2020

### **Covid-19 : Haïti incapable d'en faire face seul**

Très préoccupés par la propagation fulgurante du coronavirus au niveau de leurs territoires, les amis d'Haïti (Etats-Unis, UE, Canada,...) sont très concentrés sur leurs problèmes intérieurs avec l'extension de la pandémie. Avec plus de 170 pays et territoires touchés par le virus à travers le monde, les leaders des institutions multilatérales (ONU, Fonds monétaire international, Banque mondiale, OMS...) auront à supporter financièrement un grand nombre de pays moins avancés et des pays fragiles, en particulier, au niveau des cinq continents. Haïti, comme après le tremblement de terre de 2010, ne sera pas le principal focus des bailleurs bilatéraux et multilatéraux pour faire face à cette potentielle catastrophe.

Au 23 mars 2020, Haïti affichait le plus faible taux de personnes infectées au niveau du continent américain, soit 0,04 pour chaque 100.000 habitants contre 7,4 pour le Brésil, le plus élevé du sous-continent américain. A noter que les voisins les plus proches d'Haïti : République Dominicaine, Jamaïque, Cuba et Porto Rico accusent les scores respectifs de 2,3, 0,5, 0,2 et 0,6. Ce n'est pas souvent que le pays occupe une position enviable dans les classements régionaux. Toutefois, le bon classement d'Haïti dans la catégorie de contagions ne lui garantit pas une bonne protection de ses citoyens du fait que la contagion est un phénomène dynamique et le virus en question montre un rythme d'accélération très rapide (1 personne infectée menaçant près de 3 autres).

Disposant d'infrastructures sanitaires beaucoup plus favorables que celles d'Haïti, la République Dominicaine dispose, selon une étude réalisée en 2017,

de 8.000 lits hospitaliers dont moins de 500 correspondants aux services de soins intensifs. Les experts estiment à 60% le déficit des services par rapport à la demande dans le pays voisin. Il convient de signaler que les normes internationales des pays européens et des Etats-Unis indiquent 10% des lits des centres de santé d'un pays devraient être destinées à la médecine critique ou aux soins intensifs.

Les faibles investissements réalisés dans le secteur de la santé en Haïti au cours des dix dernières années – moins de 7 milliards de gourdes par an - devraient confirmer que le nombre de lits et d'équipements nécessaires est largement insuffisant aux normes internationales et même régionales. En outre, le nombre d'agents de santé (médecins, infirmières,...) ne répond pas à une demande soutenue de la population qui augmente à un rythme annuel de 1,5%.

Il est donc plus qu'évident que l'offre sanitaire locale ne pourra pas répondre à une explosion du virus dans le pays dans les prochaines semaines. La solution ne peut être endogène à court terme. Les leaders diplomatiques devraient entamer des discussions bilatérales avec des pays comme Cuba pour l'obtention de professionnels de santé et Taïwan pour des capitaux sans oublier les multilatérales dont l'OMS, l'ONU, la Banque mondiale, le FMI... en vue de minimiser les risques d'une forte propagation du virus dans le pays le plus pauvre de l'hémisphère.

## **Enseignements et défis : la coopération au temps du coronavirus**

*La pandémie du coronavirus ne cesse de répandre à travers le monde. Sa propagation interpelle, le directeur de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), Manuel Otero qui plaide en faveur de la diversification des richesses, de nouvelles stratégies pour assurer la sécurité alimentaire et des efforts pour atteindre l'autosuffisance.*

Le monde assiste à la propagation d'une nouvelle pandémie en ce XXI<sup>ème</sup> siècle. En moins de quatre mois depuis son apparition, l'urgence nous ébranle sans que l'on puisse encore envisager ce que sera le monde dans quelques mois, au lendemain de cette dramatique conjoncture.

Au milieu de la confusion, de la peur et de la désorientation, il est possible de tirer quelques conclusions et quelques enseignements préliminaires. La première conclusion est presque évidente : la situation affecte plus les économies dont le dynamisme est étroitement lié à un secteur en particulier, comme le tourisme, le pétrole ou les matières premières agricoles. L'antidote structurel à long terme est la diversification.

Le ralentissement des échanges commerciaux entraîne également des dangers pour le plein exercice du droit à l'alimentation, tout particulièrement dans les pays où la balance commerciale agricole est fortement déficitaire. Dans certains cas, on insinue qu'il manque de la main d'œuvre pour le transport des marchandises, notamment sur de longs trajets, même si cela n'a aucune répercussion à l'heure actuelle sur l'approvisionnement en aliments.

Une vingtaine de pays du continent sont des importateurs nets de produits alimentaires. La seule région de la Caraïbe émet tous les ans un chèque de 6 milliards de dollars américains pour alimenter 44,5 millions de personnes. La situation exige des stratégies en vue de garantir la sécurité alimentaire, et plus d'efforts pour une plus grande autosuffisance.

Il est nécessaire de redimensionner une fois de plus le rôle des petits agriculteurs, qui sont les acteurs clés de la garantie de l'autosuffisance alimentaire et, paradoxalement, les variables d'ajustement dans des circonstances d'incertitude économique. Ces agriculteurs fournissent près de 60% de l'offre alimentaire sur le continent. La conjoncture exige de mettre l'accent sur les politiques qui favorisent ces producteurs, en insistant sur des questions comme la possibilité d'associations, la vulgarisation, l'accès aux technologies et les assurances agricoles.

La nouvelle génération de parasites et de maladies qui affectent les hommes et les femmes, les cultures et les animaux - comme le montrent le Fusarium de la banane, le criquet et la peste porcine africaine-, exige des services sophistiqués de surveillance et de quarantaine agricole, afin de renforcer l'importance du renseignement sanitaire et de la surveillance prospective.

Il est nécessaire de consolider les systèmes nationaux et régionaux d'innovation et de développement avant que l'écart avec les pays développés ne devienne infranchissable. Nous devons augmenter la productivité des principales cultures en même temps que leur résistance à la sécheresse, aux ravageurs et aux maladies, dans un cadre de rigueur croissante des pays face à l'utilisation aveugle de certains produits agrochimiques.

C'est le bien-être et la sécurité alimentaire de nos populations qui est en jeu, ce qui signifie le maintien de l'ordre mondial tel que nous le connaissons. La conjoncture rend indispensable une plus grande coopération technique, efficace et d'excellence.



*Manuel Otero*

Directeur de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA)

### **Mark Green, le numéro 1 de l'USAID, jette l'éponge au milieu de la crise sanitaire**

Le chef de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) a annoncé lundi 16 mars dernier, qu'il quitterait son poste le mois prochain pour travailler dans le secteur privé. L'annonce de l'administrateur de l'USAID, Mark Green, intervient alors que les USA et le monde font face à une pandémie de coronavirus qui s'aggrave et qui interpelle le gouvernement américain et ceux du monde entier.

*« Aujourd'hui c'est avec fierté et pas un peu de tristesse, que j'annonce mon*

*intention de quitter l'USAID et de retourner dans le secteur privé le mois prochain » a déclaré Green dans un communiqué lundi.*

La maison Blanche a annoncé mardi que John Barsa, actuellement administrateur adjoint du Bureau de l'USAID pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, sera l'administrateur par intérim de l'USAID après le départ définitif de Mark Green le 10 avril prochain.

Conor Savoy, le directeur exécutif du Modernizing Foreign Assistance Network a déclaré suite à l'annonce de démission de M. Green « Ce n'est pas le moment de l'instabilité du leadership au sommet. Ils doivent nommer l'administrateur adjoint en tant qu'administrateur par intérim, cela renforcera la main de l'AID »

Savoy a ajouté qu'il n'est pas clair quel sera l'impact de l'épidémie de COVID-19 dans les pays à faible revenu, et qu'avec l'USAID prête à mener une réponse potentielle dans ces domaines, l'agence aura besoin d'un leadership clair.

Mark Green, qui est un ancien membre de la maison républicaine du Wisconsin, a occupé le poste d'administrateur de l'USAID depuis deux ans et demi, il l'a qualifié d'honneur et de joie.

## **Beaucoup de fonds mobilisés pour combattre le Covid-19**

La lutte contre le Covid-19 s'intensifie à travers le monde. Les pays mobilisent toutes les ressources nécessaires pour venir à bout de cette pandémie qui crée déjà la panique et le chamboulement. Dans ce contexte, l'aide financière est encore plus sollicitée que d'habitude. Déjà, des institutions comme le FMI, la Banque Mondiale, l'USAID, l'ONU se disent prêtes à mettre la main à la poche.

Cinquante milliards de dollars, dont 10 pouvant être prêtés à un taux de 0%, ont été rendus disponibles par le Fonds Monétaire International(FMI) dans le cadre de la lutte contre le coronavirus. La Banque mondiale, de son côté, mobilise 12 milliards de dollars. Quant à l'Agence américaine d'aide au développement international (Usaid), elle a annoncé, pour sa part, un montant de 62 millions de dollars pour venir en aide aux pays sous-développés. « Ces sommes seront prêtés en fonction de quatre facteurs à savoir : la solidité du système de santé, la vulnérabilité aux chocs de prix, la dépendance aux exportations de matières premières et enfin la marge de manœuvre budgétaire de l'État », a indiqué Kristalina Georgieva, directrice du FMI, précisant que l'Afrique subsaharienne serait « prioritaire » dans le processus.

Kristalina Georgieva, la directrice générale du Fonds monétaire international a exprimé les inquiétudes de l'institution financière quant à la durée du virus. « On a déjà constaté qu'il se répand rapidement, et que ses effets économiques sont pour un tiers direct, du fait des mises en quarantaine ou de l'arrêt des structures, et pour deux tiers indirects, avec un repli de la consommation et un resserrement des marchés »,a-t-elle affirmé.

La Banque mondiale avait, quant à elle, annoncé dès le 3 mars écoulé un plan d'urgence de 12 milliards de dollars pour

aider les pays qui veulent « prendre des mesures efficaces » pour contenir l'épidémie, épargner des vies et atténuer l'impact économique du coronavirus. L'aide de la Banque mondiale prendra aussi la forme d'une assistance technique, visant la mise à disposition de biens et de services, notamment d'équipements de laboratoire », a précisé David Malpass, lors d'une conférence de presse.

De son côté, le Secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires humanitaires, Mark Lowcock, a débloqué aujourd'hui 15 millions de dollars américains du Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF) pour aider à financer les efforts d'endiguement de la COVID-19 au niveau mondial.

Cette nouvelle a été annoncée au moment où l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a fait savoir le risque mondial que représente l'épidémie de COVID-19 est « très élevé » – niveau maximal sur l'échelle d'évaluation. L'OMS a toutefois déclaré qu'il y avait encore une chance d'endiguer le virus si l'on parvenait à interrompre la chaîne de transmission.

Les crédits débloqués par l'ONU ont été versés à l'OMS et au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Ils serviront à financer des activités essentielles comme l'analyse continue de la propagation du virus, les enquêtes sur les cas et le travail des laboratoires nationaux.

Le Directeur général de l'OMS, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, a déclaré : « Le risque que le virus se propage dans des pays où le système de santé est faible est l'une de nos plus grandes préoccupations. Ces crédits vont permettre d'aider ces pays à se tenir prêts pour repérer et isoler les cas, protéger les agents de santé et traiter les malades avec dignité en leur prodiguant des soins adéquats. On pourra ainsi sauver des vies et faire reculer le virus. »

## **Se laver les mains pour prévenir la propagation du Covid-19**

Cette année, pour la journée mondiale de l'eau célébrée, chaque 22 mars depuis 1993, l'Organisation des Nations-Unies (ONU) nous exhorte à se laver les mains pour contenir la propagation du coronavirus, covid-19 et autres maladies infectieuses. « Malheureusement, près de trois milliards de personnes dans le monde n'ont aucun moyen de se laver les mains pour lutter contre le coronavirus », déplore l'ONU, invitant ceux qui ont accès à de l'eau et du savon à se laver les mains régulièrement.

Le lavage des mains est l'un des moyens permettant d'éviter de contracter le coronavirus ou de le transmettre à d'autres personnes. Le Fonds des Nations-Unies pour l'enfance (UNICEF) répond à plusieurs questions sur cet exercice qu'il décrit en cinq étapes : « 1-mouillez-vous les mains à l'eau courante. 2- appliquez suffisamment de savon pour recouvrir vos mains mouillées. 3- frottez toute la surface de vos mains, sans oublier le dos des mains et les espaces entre les doigts et sous les ongles, pendant au moins 20 secondes. 4- rincez-vous soigneusement les mains à l'eau courante. 5- séchez-vous les mains avec un linge propre ou avec une serviette à usage unique. »

Dans la même veine, l'Unicef soutient via son site Web, le fait de se laver fréquemment les mains avec de l'eau et du savon, durant une pandémie, constitue l'une des mesures les plus économiques, les plus faciles et les plus importantes pour prévenir la propagation d'un virus.

En Haïti, la journée mondiale de l'eau est passée inaperçue. Aucun message spécial de la Direction nationale de l'eau potable et de l'assainissement (DINEPA) pour marquer cette journée dont l'un des principaux objectifs, selon l'ONU, consiste

à soutenir la réalisation de l'objectif de développement durable 6 : eau propre et assainissement, pour tous d'ici à 2030.

La journée mondiale de l'eau 2020 tient compte de l'eau et des changements climatiques ainsi que des liens existant entre eux. « En nous adaptant aux effets du changement climatique sur l'eau, nous protégerons notre santé et sauverons des vies. Et, en utilisant l'eau plus efficacement, nous réduirons les émissions de gaz à effet de serre », soutient l'ONU. L'Assemblée générale a proclamé l'actuelle décennie d'action (2018-2018) « l'eau et le développement durable. En ce sens, cette dernière met l'emphase sur le développement durable et la gestion intégrée des ressources en eau à fins sociales, économiques et environnementales.

### **Les municipalités sont trop faibles financièrement pour combattre le coronavirus**

En moins d'une semaine, sept cas de Covid-19 sont confirmés en Haïti qui, jusqu'avant la date du jeudi 19 mars n'en avait aucun, selon le Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP). Plus d'une centaine de personnes sont mises en quarantaine. C'est une évolution rapide, voire plus rapide que ce qui a été constaté dans des pays comme l'Italie (moins de 5 cas au cours des 20 premiers jours) et la République Dominicaine (10 jours) selon les données plotées par l'Organisation Mondiale de la Santé. Le risque est donc majeur pour un pays comme Haïti dont le système sanitaire est très faible pour répondre de manière adéquate aux dégâts potentiels du Covid-19.

Tous les secteurs institutionnels, particulièrement l'Etat, sont appelés à motiver leur arsenal pour d'abord soigner les malades, ensuite freiner la propagation du virus. Cela demande naturellement des capacités tant logistiques que financières. Que ce soit au niveau de l'administration centrale ou des municipalités, le budget, qui est l'outil par excellence pour l'action publique est incontournable. Si pour l'Etat central le budget est faible, au niveau des municipalités, là où la lutte contre le virus se passe réellement, les budgets ne sauraient répondre aux pressions du coronavirus. Ce virus vient ainsi rappeler à nos dirigeants, qu'il y a nécessité de réagir de manière rapide et efficaces, qu'il est fondamental de rendre effectif la notion, d'ailleurs constitutionnelle de la **décentralisation**.

En effet, les finances publiques locales haïtiennes sont très faibles, ne permettant pas aux municipalités de prendre en charge

Un droit fondamental tel que la santé des citoyens. Les dernières statistiques de 2017 du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales (MICT), montrent que seulement 6 communes de la région métropolitaine en l'occurrence, Delmas, Port-au-Prince, Pétion-Ville, Carrefour, Croix-des-Bouquets, comptent pour plus de 90%, l'ensemble des recettes communales totales. Sur 900 000 000 millions de gourdes de recettes fiscales récoltées par toutes les communes du pays, 134 parmi les 140, ont rapporté aseulement 5% du portefeuille global. Les derniers chiffres disponibles montrent des situations inédites où l'on constate que des communes comme la Chapelle et Chansolme collectent zéro gourde sur la patente. D'autres comme Belle-Anse, Bonbon et Anse-à-Foleur, récoltent pour la même taxe, respectivement 130, 156.25 et 411.84 gourdes.

Plusieurs communes donc sont dépendantes de manière totale de l'exercice de péréquation du gouvernement souvent entachées de bureaucratie. L'intégralité des montants transférés par le MICT par le biais du FGCDT, est souvent destinée au paiement des salaires des employés des mairies. En ce moment de risque de propagation rapide du Covid-19 en Haïti, une réponse proportionnelle passera nécessairement par l'intervention des municipalités. Cependant, tout laisse à croire que ces dernières, n'auront pas assez de capacité pour répondre aux défis. La grande majorité des communes ont moins d'une gourde de dépenses per capita. Elles sont quasiment non opérationnelles pour assurer des services comme

l'assainissement des quartiers, le transport des malades ect.

Si l'Etat central est le principal acteur, d'un point de vue politique, dans la lutte contre le coronavirus, les municipalités au niveau des opérations sont au premier plan. Par le fait qu'elles sont les pouvoirs les plus proches des citoyens, leurs faiblesses pourraient causer d'énormes dégâts au pays. Il est ainsi important de revoir le paradigme des finances publiques haïtiennes, en mettant effectivement l'accent sur le budget des municipalités. Les maires, les CASEC, les ASEC sont déterminants pour sensibiliser les gens. La prise en charge des Centre de Santé sans Lit (CSL), des Centres de Santé avec Lit (CAL), des dispensaires et de services d'urgence de médical ne saurait être effective sans le renforcement des municipalités. Les budgets de ces dernières sont très faibles et souvent réduits à des budgets de fonctionnement. La lutte contre le Coronavirus nous interpelle, encore une fois, de réinventer les leaderships locaux pour un Etat haïtien plus efficient dans ses interventions.



### **COVID-19 : Trinité-et-Tobago s'isole du reste du monde**

Pour tenter d'endiguer la propagation de la pandémie du coronavirus, Trinité-et-Tobago a décidé de se déconnecter de la communauté internationale pour les 14 prochains jours. «Nous sommes en crise. Nous sommes en situation d'urgence », a déclaré le Premier ministre de Trinité-et-Tobago, le Dr Keith Rowley, qui n'autorisera personne d'autre que ses ressortissants à entrer dans le pays - sauf dans des circonstances exceptionnelles - pendant les deux prochaines semaines. Les bars, pour les 14 prochains jours, et les écoles publiques jusqu'au 20 avril resteront fermés également. Au lundi 16 mars 2020, Trinité-et-Tobago comptait quatre cas confirmés de COVID-19, tous des cas importés selon des responsables de la santé.

### **Plusieurs cas de coronavirus enregistrés dans la CARICOM**

Sainte-Lucie, Suriname, Aruba et Curaçao ont été récemment ajoutés à la liste des pays ayant confirmé des cas de Coronavirus (COVID-19) sur leur territoire respectif. Après confirmation de l'existence du virus, Suriname a fermé ses frontières et ses aéroports à tout trafic, Curaçao a interdit jusqu'à nouvel ordre tous les vols en provenance d'Europe, Aruba a aussi interdit jusqu'au 31 mars les vols en provenance d'Europe. Sainte-Lucie a annulé son festival de jazz, prévu du 7 au 9 mai prochain, après avoir détecté son premier cas. Les autres pays des Caraïbes qui ont signalé des cas de COVID-19 sont Antigua-et-Barbuda, Cuba, la République dominicaine, la Jamaïque, la Guyane, la Guadeloupe, la Martinique, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Trinité-et-Tobago, Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

### **COVID-19 : Antigua-et-Barbuda ne fermera pas ses frontières**

Antigua-et-Barbuda n'a pas l'intention de fermer ses frontières comme d'autres pays l'ont fait pour parer à la menace du coronavirus. Cela pourrait être économiquement préjudiciable, a déclaré le Premier ministre de l'île, Gaston Browne. A l'annonce d'un cas confirmé de COVID-19, le ministère de l'Éducation a décrété la fermeture de tous les établissements d'enseignement publics et privés jusqu'au 27 mars. Dans l'intervalle, les cours de la principale Université de l'île ont également été suspendus jusqu'au 27 mars.

### **Les îles Vierges britanniques anticipent le premier cas du coronavirus**

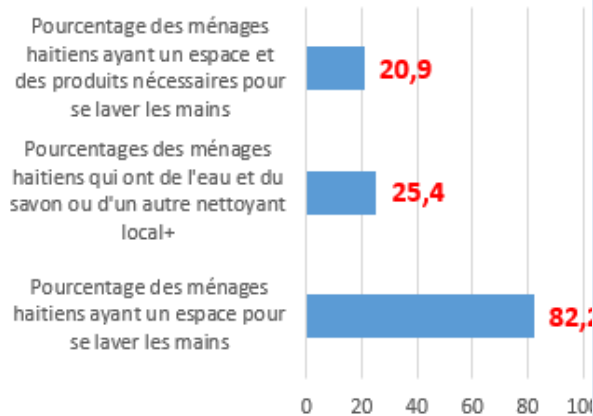
Alors qu'aucun cas confirmé du coronavirus n'a été signalé dans le territoire britannique d'outre-mer des îles Vierges(BVI), le gouvernement local a néanmoins fermé son port de croisière de Tortola, ne permettant à aucun navire de croisière de faire escale sur le territoire pendant une période de 30 jours, dans le but de garder à distance le Coronavirus (COVID-19). De plus, les rassemblements de masse ou les festivals qui devaient avoir lieu aux BVI au cours du mois prochain ont été reportés jusqu'à nouvel ordre.

### **Coronavirus : la Jamaïque se tourne vers des infirmières cubaines**

La Jamaïque a sollicité du gouvernement cubain des infirmières à la retraite afin de renforcer la capacité de son système de santé à faire face au nouveau Coronavirus (COVID-19). Un premier contingent de 21 infirmières spécialisées en provenance de Cuba arrivera sur l'île le 24 mars, a déclaré le ministre de la Santé, le Dr Christopher Tufton. La Jamaïque dénombre actuellement un total de 10 cas confirmés.

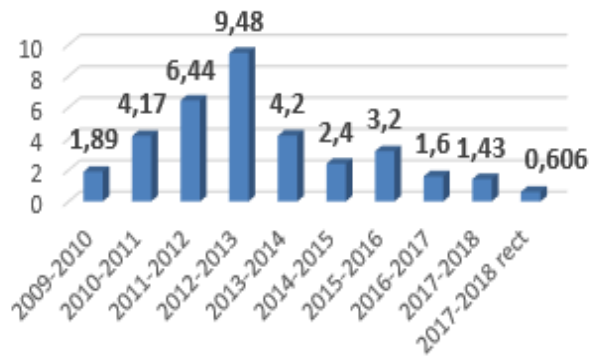
## Notes infographiques

### Faits et chiffres sur le lavage des mains en Haïti



Source : EMMUS VI/Conception Group Croissance et AHJEDD

### Dépenses d'investissement de l'Etat en santé (en milliards de gourdes)

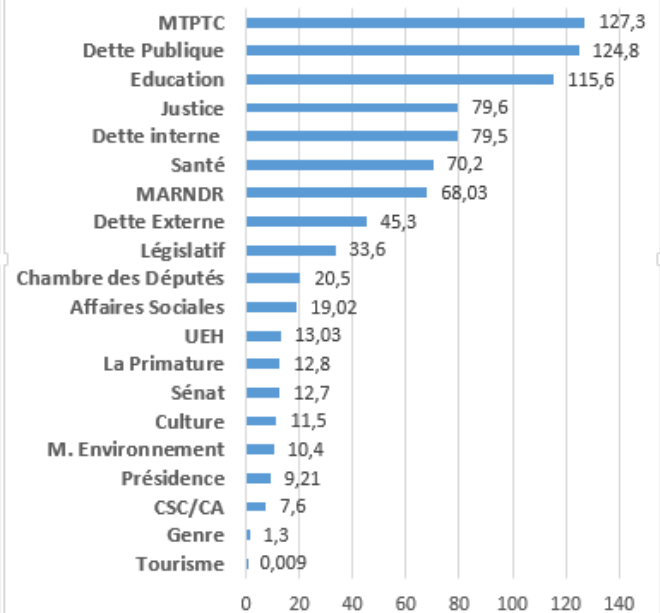


Source : Lois de Finances/Conception Group Croissance et AHJEDD

	CFPB per capita	Patente per capita
Artibonite	3 043.60	471.5
Centre	1 085.90	191.3
Grand-Anse	1 187.20	196.3
Nippes	1 846.40	334.2
Nord	4 484.70	667.5
Nord-Est	1 951	436.7
Nord-Ouest	1 020.30	153
Ouest	30 685	12 695.20
Sud	2 970.50	308
Sud-Est	1 538.70	1868.32
Total	12 885	5 021.70

Source : MICT 2015/ conception Group Croissance et AHJEDD

### Répartition du budget de l'Etat sous la base de 1000 gourdes



Source : Lois de finance 2017-2018 rectificatif/Conception Group Croissance AHJEDD